Comment les GAFA échappent à la politique anti-immigration de Donald Trump

Dominique Redor

10 novembre 2025

www.atterres.org

Résumé

Parmi la population immigrée aux États-Unis, il existe relativement plus de diplômés de troisième cycle que parmi les États-Uniens. Les principaux employeurs de ces immigrés sont les géants de la tech. Ceux-ci ont les moyens financiers et juridiques de s'affranchir des mesures prises en septembre 2025 pour imposer une taxe de 100 000 dollars à l'immigration des personnes hautement diplômées.

Le visa H1B donne la possibilité aux diplômés étrangers hautement qualifiés d'accéder au marché du travail des États-Unis. Les qualifications requises pour les candidats à l'immigration qui désirent obtenir ce visa sont encadrées par des règles strictes. Son coût d'obtention par les entreprises désireuses d'embaucher des étrangers était, jusqu'à fin septembre 2025, modique (inférieur à 5 000 dollars). À cette date, l'annonce par le Président Trump d'une taxe de 100 000 dollars sur ce type de visa a eu un retentissement mondial. Dès lors la question se pose : quel impact cette mesure va-t-elle avoir sur l'immigration des personnes hautement qualifiées aux États-Unis ? Pour répondre à cette question, il faut connaître les conditions et les modalités juridiques de sa délivrance. Il faut aussi analyser les caractéristiques des personnes qui en bénéficient, ainsi que des entreprises, laboratoires et universités qui les emploient.

La règlementation des visas H1B

Le visa H1B est réservé aux personnes titulaires d'un diplôme de niveau bachelor (licence) ou supérieur. Il est octroyé pour une période de trois ans, renouvelable une fois. Les demandeurs doivent avoir obligatoirement un employeur qui s'engage à les embaucher et qui joue un rôle déterminant dans l'obtention du visa. Le principe de la préférence donnée aux travailleurs états-uniens doit être appliqué. En effet, au cours de la procédure d'obtention du visa, le futur employeur doit apporter la preuve au ministère du travail (department of labor) qu'il ne peut trouver sur le marché un états-unien pouvant occuper l'emploi offert. C'est la procédure dite du « Labor market test ». La rémunération proposée pour le recrutement d'un étranger est un facteur important de la décision du ministère. Si elle est supérieure au niveau du marché du travail pour un emploi équivalent, c'est un indice favorable qui tend à prouver que le postulant ne concurrence pas un citoyen états-unien. Le nombre de visas H1B est contingenté depuis plusieurs années à 85 000 par an. Ce contingent a également été reconduit pour les candidats qui ont postulé en mars 2025. Chaque année, les effectifs de demandeurs étant beaucoup plus nombreux que le contingent fixé par le quota, l'Administration (USCIS : United States Citizenship and Immigration Service) opère une première sélection au moyen d'un tirage au sort aléatoire (loterie). Seules les personnes, représentées par leur futur employeur, que le tirage au sort a favorisées, peuvent poursuivre la procédure en vue d'obtenir le visa.

En mars 2023, pour l'année fiscale 2024, qui allait du 1er octobre 2023 au 30 septembre 2024, le nombre de postulants qui ont participé à la loterie était de 780 000. 149 000 ont finalement reçu leur visa pour travailler à partir du début de l'année fiscale. En mars 2024, pour l'année fiscale 2025, 470 000 étrangers ont participé à la loterie, 127 000 ont finalement reçu leur visa[1]. Même si le nombre de candidats au visa H1B a sensiblement baissé, il reste

[1] United States Citizenship and Immigration Services (USCIS)
et USCIS (2025), *Characteristics of H1B Specialty Occupation workers, Fiscal year 2024, report to Congress, October 1, 2023, September 30, 2024.*

supérieur aux effectifs du début des années 2020 qui étaient de 300 000 en moyenne. Il est par ailleurs remarquable que le nombre de visas octroyés soit chaque année supérieur de 50 % environ à la limite fixée par la règlementation (85 000), en raison des personnes admises hors quota. En effet, les personnes qui sont embauchées par une institution d'enseignement supérieur, une organisation gouvernementale ou sans but lucratif ne sont pas prises en compte dans le quota.

Selon l'USCIS, pour l'année fiscale 2024, aux 149 000 nouveaux visas accordés aux immigrants, s'ajoutaient 278 000 pour le renouvellement des visas à l'issue de la période de trois ans, ou pour ceux qui avaient quitté leur premier employeur au cours de cette période, soit un total de 427 000. Parmi ceux-ci, on comptait 71 % d'Indiens, et 12 % de Chinois. Venaient ensuite les Européens, les Philippins et les Coréens. Pour la même année fiscale, on comptait 34 % de titulaires d'un bachelor et 66 % de titulaires de diplômes de 3e cycle (master ou doctorat). Les trois quarts des visas étaient attribués à des personnes qui occupaient des emplois liés à l'informatique et aux nouvelles technologies ou à des emplois d'ingénieurs. Le salaire médian annuel pour les nouveaux bénéficiaires était de 97 000 dollars.

Les entreprises qui recrutent des immigrés hautement qualifiés

L'Administration fournit des données précises sur les entreprises bénéficiaires de visas H1B pour les salariés étrangers qu'elles désirent embaucher[2]. Pour l'année fiscale 2024, parmi les 10 entreprises qui ont bénéficié du plus grand nombre de nouveaux visas H1B et de visas de renouvellement, on trouvait les GAFAM (Amazon occupait la première place avec 9 200 visas), ainsi que les sociétés de services informatiques et de conseil en management (Infosyst : 8 100 et Tata Consulting : 5 300).
Ces entreprises avaient un recours massif aux immigrants étrangers bénéficiant d'un visa H1B.

Cependant, la législation sur l'immigration offre d'autres possibilités aux entreprises états-uniennes qui veulent embaucher des étrangers. Tout d'abord les visas O1 sont réservés « aux personnes ayant des capacités exceptionnelles et une reconnaissance internationale de leurs capacités ». Les exigences en matière de reconnaissance de la qualité et de l'expertise professionnelles des postulants sont supérieures à celles du visa H1B. La procédure est similaire. Elle est menée par l'entreprise qui embauche un étranger et le « labour market test » s'applique. La différence importante est que le nombre annuel de visas accordés chaque année n'est pas contingenté, et que le renouvellement triennal n'est pas limité. Depuis la crise du Covid, le nombre de visas O1 octroyé a été à peu près égal aux nouveaux visas H1B (tableau ci-dessous).

Par ailleurs, le visa L1 est réservé aux étrangers travaillant depuis au moins un an à l'étranger dans des entreprises multinationales implantées aux États-Unis. Ce visa temporaire, non contingenté, est octroyé pour une période de 5 ans, prolongeable 2 ans. Le nombre de nouveaux visas L1 accordés ces dernières années était voisin de celui des nouveaux visas H1B et des visas O1.

[2] Disponible ici.

Visas temporaires et droit de résident accordés aux étrangers, selon la législation états-unienne

	Type de titre de séjour ouvrant droit au travail	Durée	Effectif annuel de nouveaux bénéficiaires (moyenne des années 2022-2024)
H1B	Visa temporaire	3 ans, renouvelable 1 fois	139 000
L1	Visa temporaire	5 ans, renouvelable 2 ans	125 000
01	Visa temporaire	3 ans, renouvelable sans limite	101 000
Carte verte	Droit de résident permanent	10 ans, renouvelable sans limite	229 000

Source : USCIS, données disponibles sur le site.

Ensuite, les personnes qui bénéficient d'un visa temporaire (H1B, O1, L1) peuvent demander un statut de résident permanent au titre de leurs qualifications professionnelles (plus connu sous le terme de « carte verte »), ce qui leur donne un accès sans restriction au marché du travail. Au cours des années post-covid (2022-2024), le nombre d'étrangers, toujours sponsorisés par un employeur, et qui ont obtenu la carte verte, a oscillé entre 200 000 et 250 000 par an.

Un impact faible sur l'immigration des personnes hautement qualifiées à court terme

Le 19 septembre 2025, le président Trump a signé un décret (*proclamation*), qui a pour objet « de restreindre l'entrée aux États-Unis de certains immigrants et de réformer le programme de visa H1B » ("Restriction on entry of certain alien workers to reform the H-1B visa program"). En effet, à partir de cette date, chaque demande de nouveau visa de ce type doit faire l'objet du paiement de 100 000 dollars. Il est précisé que cette règlementation ne s'applique pas à leur renouvellement. Selon le décret présidentiel, cette mesure a été prise pour mettre fin aux abus concernant la délivrance de ces visas. Ceux-ci auraient été octroyés en trop grand nombre, à des personnes insuffisamment qualifiées qui, de plus, auraient ainsi fait une concurrence déloyale aux travailleurs Etats-Uniens, en contradiction avec la loi existante. L'effet d'annonce politique et médiatique recherché par le Président est clair. Il se positionne contre les membres de l'élite étrangère présente aux États-Unis, ce qui ne peut que satisfaire la plus grande partie de sa base électorale.

Une estimation très précise de la place occupée par les immigrés dans les entreprises, laboratoires et universités états-uniennes est fournie par l'American Community Survey (ACS). Cette enquête, réalisée par l'administration états-unienne, recense comme immigrée toute personne née en dehors des États-Unis. Les données qui sont publiées montrent que parmi l'ensemble de la population immigrée, quel que soit son statut (titulaire d'un visa temporaire ou d'une carte verte ou naturalisée américaine), on trouve davantage de personnes ayant un diplôme de troisième cycle que parmi la population d'origine américaine (natives). L'enquête révèle, en conformité avec les données du ministère de l'intérieur (USCIS), que ces immigrés sont employés majoritairement par les entreprises de la tech. De plus, ils se trouvent dans le haut de leur hiérarchie. Dans le secteur de la construction électronique (qui inclut Apple), parmi les 5 % de salariés les mieux payés, on trouve 38 % d'immigrés. Dans le secteur de la communication et réseaux sociaux (qui inclut Facebook), on trouve 32 % d'immigrés. Il

en est de même dans le secteur du consulting en informatique et management (Tata Consultancy, Cognizant Technologies) et dans l'enseignement supérieur[3].

Étant donné les effectifs d'immigrants qui occupent des hautes fonctions dans l'organisation des entreprises de la tech et dans l'enseignement supérieur, diminuer en quelques mois ou quelques années leurs effectifs créerait un choc qui aurait un effet très négatif sur leur capacité d'innovation et de développement. Ce serait un frein important pour les États-Unis dans la concurrence effrénée qui les oppose à la Chine dans ce domaine.

Les entreprises de la tech vont s'adapter à la nouvelle règlementation

Tout d'abord, la nouvelle règlementation prévoit que les universités, les organisations gouvernementales ou sans but lucratif, dont le nombre de visas H1B n'est pas contingenté, peuvent être exemptées de la taxe de 100 000 dollars. Quant aux grandes entreprises de la tech, elles ont largement les moyens de la payer. Par exemple, Amazon est l'entreprise qui chaque année obtient le plus grand nombre de nouveaux visas H1B, soit environ 3 000. Elle va donc devoir débourser 300 millions de dollars si elle veut maintenir les effectifs annuels de ses nouvelles embauches d'étrangers. C'est une goutte d'eau, en comparaison de ses profits, qui s'élèvent à 57 milliards de dollars pour l'année 2024. Pour l'ensemble de l'économie états-unienne, les investissements en R & D (Recherche et Développement) des entreprises, qui prennent en compte la rémunération des salariés des activités de recherche et l'acquisition de capital matériel et immatériel, s'élevaient en 2024 à 580 milliards de dollars[4]. Pour la seule IA, les investissements R & D des entreprises se sont élevés à 109 milliards de dollars[5]. Or le coût total d'acquisition des 85 000 visas H1B pour les entreprises peut être estimé à 8,5 milliards (85 000*100 000).

Par ailleurs, les multinationales de la tech emploient déjà beaucoup de hauts diplômés étrangers dans leur pays d'origine, en liaison étroite, grâce au télétravail, avec les équipes dirigeantes localisées aux États-Unis. La nouvelle règlementation peut les inciter à développer davantage les embauches et le télétravail à l'étranger. Au terme d'une période d'emploi d'un an, la législation permet aux employeurs d'obtenir un visa L1 pour leurs salariés étrangers qui viennent travailler aux États-Unis.

Quelles évolutions à long terme ?

S'il n'est pas douteux qu'à court terme, les entreprises de la tech vont s'adapter à la nouvelle règlementation du visa H1B, qu'en est-il à plus long terme, compte tenu de la vague anti-immigration d'une partie importante de l'opinion publique et de la classe politique ? En effet, depuis l'élection du Président Trump, des élus républicains s'allient à des démocrates dans le cadre d'un accord bipartisan pour limiter drastiquement l'immigration, non seulement des personnes peu qualifiées, mais aussi des personnes hautement diplômées. Par exemple, le sénateur démocrate Dick Durbin se joint aux critiques du sénateur républicain Chuck Grasseley (octobre 2025) : « Les grandes entreprises licencient des milliers de travailleurs états-uniens, tout en remplissant autant de demandes de visas pour des travailleurs étrangers à des salaires et conditions de travail dévalorisées. Le Congrès doit agir pour protéger les

[3] Redor D. (2025), « Les frontières des États-Unis vont rester ouvertes pour les immigrés hautement qualifiés en Sciences et Technologies », *The conversation*, 24 Aout.
[4] OECD, base de données.
[5] Institute for Human Centered AI (2025), *The AI index 2024, annual Report*, Stanford University, April.

travailleurs états-uniens et rétablir notre système d 'immigration qui a été détruit. Nous allons travailler pour que ce projet devienne la loi de notre pays »[6].

Il s'agirait de supprimer les autorisations qui existent pour les diplômés scientifiques étrangers des universités américaines de travailler sans visa pendant trois ans à la sortie de leurs études (période dite : Optional Practical Training). S'y ajoutent les projets d'accroître les taxes sur tous les visas de travail, y compris les visas L1 et O1. Nul doute que les géants de la tech exercent déjà, et vont exercer de plus en plus, un lobbying important pour empêcher que de telles décisions soient prises. Leurs arguments auront du poids car ils forment un système essentiel à ce qui fait des États-Unis la première puissance technologique, économique, financière et militaire au monde. L'argument le plus déterminant, même s'il ne sera probablement pas exposé dans les débats publics, est que les citoyens états-uniens ne peuvent en aucun cas satisfaire la demande de travail hautement qualifié des entreprises de la tech, non seulement à court terme, mais aussi dans une perspective de long terme. En effet, former une nouvelle génération de citoyens états-uniens, pour remplacer les immigrés hautement qualifiés, prendrait de nombreuses années. Surtout les inégalités sociales et de revenus se sont accrues sans discontinuer depuis les années Reagan (1980). Pour de nombreux états-uniens, elles sont devenues un obstacle insurmontable pour mener à bien des études supérieures. Pour les plus défavorisés, mais aussi pour une partie importante de la classe moyenne, la dégradation de l'enseignement secondaire public et la stagnation de leurs revenus, leur interdisent l'accès à un enseignement supérieur de qualité dont, parallèlement, le coût a explosé.

De ce fait, l'argument de la concurrence déloyale qui serait faite par les diplômés étrangers aux citoyens états-uniens peut être combattu avec succès par les lobbyistes de la tech auprès de l'administration Trump. Finalement, l'hypothèse la plus probable est que le discours politique et les mesures prises seront dirigés contre les diplômés et spécialistes qui n'intéressent pas les entreprises de la tech. Ces mesures viseront particulièrement les sciences humaines et sociales, la biologie et les sciences relatives au climat et à l'écologie. Par exemple, le sénateur républicain Tom Cotton s'en prend au recrutement de professeurs étrangers : « Les collèges et universités ne devraient pas bénéficier de la possibilité de faire venir du monde entier des professeurs woke et anti-états-uniens. Nous allons proposer une loi pour mettre fin aux lacunes juridiques dont les universités abusent depuis trop longtemps »[7]. Quant aux autres immigrés spécialisés en sciences et technologies, ils pourront continuer à travailler pour ces entreprises sans entraves et sans conditions contraignantes.

Si malgré tout, ces contraintes à l'immigration des spécialistes des sciences et des techniques se précisaient, les géants de la tech seraient conduits à recruter de plus en plus de spécialistes hautement qualifiés à l'étranger et à les faire travailler localement, à distance, avec les organes dirigeants résidant aux États-Unis. L'ironie de l'histoire serait alors que le Président, qui voulait relocaliser les investissements industriels sur le sol états-unien, déclencherait un mouvement de délocalisation des emplois hautement qualifiés hors de son pays.

6 Disponible ici :, 1er octobre 2025.
[7] Même référence que la note 6